



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 05/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ESTIA RESEAUX DE CHALEUR**

6 rue des Trézelots  
BP 7  
54425 Pulnoy

Références : 2026\_0326  
Code AIOT : 0006200472

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement ESTIA RESEAUX DE CHALEUR implanté 28 rue Joseph Florentin 54000 Nancy. L'inspection a été annoncée le 24/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESTIA RESEAUX DE CHALEUR
- 28 rue Joseph Florentin 54000 Nancy
- Code AIOT : 0006200472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ESTIA Réseaux de Chaleur est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une chaufferie urbaine par arrêté préfectoral 2020/1432 du 22 décembre 2020, complété et modifié par les arrêtés complémentaires 2024-0348 du 30 avril 2025 et 2025-0146 du 7 novembre 2025.

### Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Bilan annuel	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications apportées à l'installation	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 4.1	Sans objet
2	Mesures périodiques rejets air	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 18.1	Sans objet
3	Conditions mesures rejets air	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 16	Sans objet
4	Conditions de référence des VLE	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 14	Sans objet
5	Respect VLE	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 14-1/14-2/14-3/14-4/14-5	Sans objet
6	Livret de chaufferie	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 41.9.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si la société ESTIA Réseaux de Chaleur exploite la chaufferie urbaine, située 28 rue Joseph Florentin à NANCY, en conformité avec les dispositions fixées par son arrêté préfectoral d'autorisation, l'inspection émet néanmoins une réserve, puisque l'examen des 2 derniers bilans annuels des émissions atmosphériques appelle des observations quant au contrôle des vitesses d'éjections car les tests n'ont pas été réalisés dans des conditions permettant leur bonne détermination par le contrôleur.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Modifications apportées à l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 4.1				
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
<b><u>Article 4.1 - Porter à connaissance</u></b>				
<p>En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le Préfet vaut décision implicite de rejet.</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le Préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>				
<b>Constats :</b>				
<p>Depuis la dernière visite d'inspection du 11 mai 2021, des modifications ont été sollicitées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- octobre 2024: modification du brûleur de la chaudière 5 pour passage sur un fonctionnement mixte gaz naturel (GN)/fioul domestique (FOD)</li><li>- juin 2025: démantèlement de la cogénération et remplacement par une chaudière de production d'eau chaude.</li></ul>				
<p>La rubrique 3110 a été modifiée par l'arrêté complémentaire 2025-0146 du 07 novembre 2025. La puissance totale de 68,32 MW se décompose comme suit:</p>				
Chaudière 1	GN (gaz naturel) / FOD (Fuel)	13,83 MW	Durée de fonctionnemnt autorisée 8750 h (GN) 1500 (FOD)	10/1996
Chaudière 2	GN/FOD	13,83 MW	500 h (GN) 500 (FOD) Secours (GN- FOD)	GN : 10/1996 FOD: 11/2017
Chaudière 3	GN	4,4 MW	8750 h	10/1996
Chaudière 5	GN/FOD	9,47 MW	8750 h (GN)	GN : 12/2024

			1500 (FOD)	FOD: 03/2019
Chaudière 4	GN	26,194 MW	8750 h	10/2025
G r o u p e électrogène	FOD	0,6 MW	8750 h	10/1996

Il a été constaté sur site les travaux toujours en cours pour l'installation de la nouvelle chaudière n°4. La mise en service, initialement prévue en octobre 2025, est repoussée à novembre 2026. Des travaux de raccordement de la chaudière avec la nouvelle cheminée doivent encore être réalisés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Mesures périodiques rejets air

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 18.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

**Article 18.1 - Chaudières 1, 2, 3 et 5**

Le programme de surveillance comprend notamment des mesures en continu ou des mesures périodiques prévues comme suit :

Paramètres	Mesure en continu	Mesure annuelle
Teneur en oxygène	X	
Température	X	
Pression	X	
Teneur en vapeur d'eau	X	

SO <sub>2</sub>	X	
NOx	X	
CO	X	
Poussières	Chaudières n° 1 et n° 3 : évaluation en permanence par opacimètre  Chaudières n° 2 et n° 5 : mesure en continu par toute autre méthode que l'opacimètre	
HAP		X
COV		X
Métaux		X

#### Constats :

L'exploitant réalise une mesure annuelle ainsi qu'une surveillance en continu. La dernière mesure annuelle a été réalisée par l'APAVE du 3 au 27 mars 2025. La mesure au titre de 2026 est décalée en fin d'année afin de prendre en compte la mise en service de la chaudière 4 finalement prévue pour novembre 2026.

Par contre, la nouvelle chaudière 4, laquelle est en cours d'installation, n'est pas concernée par cette prescription. Pourtant, au regard de ses caractéristiques, ses rejets doivent faire l'objet d'une mesure annuelle pour les paramètres CO, NOx, COV et HAP et d'une surveillance en continu uniquement pour le CO et les NOx.

Une mise à jour de la prescription sera réalisée ultérieurement par arrêté préfectoral complémentaire, dans l'attente il est attendu que l'exploitant procède à ces contrôles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Conditions mesures rejets air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les méthodes de mesure, prélèvements et analyses de référence sont fixés par l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 susvisé. Les mesures périodiques des émissions de polluants sont fixées par l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'examen des rapports de mesures réalisé en 2024 et 2025 n'appelle pas d'observation sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Conditions de référence des VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les Valeurs Limites d'Emission (VLE) fixées au chapitre 14 s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés, à l'exception des périodes visées à l'article 8.4 du présent arrêté préfectoral. Ces périodes sont limitées autant que possible dans le temps. Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites définies aux articles ci-après en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>• à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;</li> <li>• à une teneur en oxygène (O<sub>2</sub>) dans les effluents en volume : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ de 15 % dans le cas des turbines ;</li> <li>◦ de 3 % en cas de combustion de gaz naturel dans une chaudière ;</li> <li>◦ de 6 % en cas de combustion de biomasse.</li> </ul> </li> </ul> Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube normal (mg/Nm <sup>3</sup> ) sur gaz sec. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur

limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

**Constats :**

L'examen des compte-rendus de mesures, réalisées en mars 2024 et mars 2025, établis par 2 bureaux d'étude différents le 23 avril 2024 et le 2 octobre 2025, n'appelle pas d'observation sur les conditions de référence prises en compte.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Respect VLE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 14-1/14-2/14-3/14-4/14-5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

**Article 14.1 - Valeurs limites des rejets de la chaudière 1**

La durée de fonctionnement au fioul domestique est inférieure à :

- 1 500 h/an en moyenne mobile calculée sur une période de 5 ans jusqu'au 31/12/2024 ;
- 1 500 h/an à partir du 01/01/2025.

	Combustible	Concentration maximale (mg/ Nm3) jusqu'au 31/12/2024	Concentration maximale (mg/Nm3) au 01/01/2025
SO2	Gaz naturel Fioul domestique	30 300	30 200
NOx	Gaz naturel Fioul domestique	120 300	120 200
Poussières	Gaz naturel Fioul domestique	5 30	5 30
CO	Gaz naturel Fioul domestique	30 50	30 50
HAP <sup>1</sup>	Gaz naturel Fioul domestique	0,1 0,1	0,1 0,1

COVNM	Gaz naturel Fioul domestique	110 110	110 110
Cd+Hg+Tl et leurs composés	Gaz naturel Fioul domestique	/ 0,1	/ 0,1
Cd ou Hg ou Tl	Gaz naturel Fioul domestique	/ 0,05 par métal	/ 0,05 par métal
As+Se+Te et leurs composés	Gaz naturel Fioul domestique	/ 1	/ 1
Pb et ses composés	Gaz naturel Fioul domestique	/ 1	/ 1
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn et leurs composés	Gaz naturel Fioul domestique	/ 5	/ 5

1 : Benzo (a) anthracène ; Benzo (k) fluoranthène ; Benzo (b) fluoranthène ; Benzo (a) pyrène ; Dibenzo (a, h) anthracène ; Benzo (g, h, i) pérylène ; Indéno (1, 2, 3 - c, d) pyrène ; fluoranthène.

#### **Article 14.2- Valeurs limites des rejets de la chaudière 2**

La durée de fonctionnement au fioul domestique est inférieure à 500 h/an.

La durée de fonctionnement au gaz naturel est inférieure à 500 h/an.

	Combustible	Concentration maximale (mg/ Nm3)
SO2	Gaz naturel Fioul domestique	30 200
NOx	Gaz naturel Fioul domestique	120 150
Poussières	Gaz naturel Fioul domestique	5 30

	Fioul domestique	30
CO	Gaz naturel Fioul domestique	30 50
HAP <sup>1</sup>	Gaz naturel Fioul domestique	0,1
COVNM	Gaz naturel Fioul domestique	110
Cd+Hg+Tl et leurs composés	Gaz naturel Fioul domestique	/ 0,1
Cd ou Hg ou Tl	Gaz naturel Fioul domestique	/ 0,05 par métal
As+Se+Te et leurs composés	Gaz naturel  Fioul domestique	/ 1
Pb et ses composés	Gaz naturel  Fioul domestique	/ 1
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V +Zn et leurs composés	Gaz naturel  Fioul domestique	/ 5

1 : Benzo (a) anthracène ; Benzo (k) fluoranthène ; Benzo (b) fluoranthène ; Benzo (a) pyrène ; Dibenzo (a, h) anthracène ; Benzo (g, h, i) pérylène ; Indéno (1, 2, 3 - c, d) pyrène ; fluoranthène.

#### **Article 14.3 - Valeurs limites des rejets de la chaudière 3**

	Paramètres	Concentration maximale (mg/Nm <sup>3</sup> )
SO <sub>2</sub>	Gaz naturel	30
NO <sub>x</sub>	Gaz naturel	120
Poussières	Gaz naturel	5
CO	Gaz naturel	30
HAP <sup>1</sup>	Gaz naturel	0,1
COVNM	Gaz naturel	110
Cd+Hg+Tl et leurs composés	Gaz naturel	/
Cd ou Hg ou Tl	Gaz naturel	/
As +Se+Te et leurs composés	Gaz naturel	/
Pb et ses composés	Gaz naturel	/
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V +Zn et leurs composés	Gaz naturel	/

1 : Benzo (a) anthracène ; Benzo (k) fluoranthène ; Benzo (b) fluoranthène ; Benzo (a) pyrène ; Dibenzo (a, h) anthracène ; Benzo (g, h, i) pérylène ; Indéno (1, 2, 3 - c, d) pyrène ; fluoranthène.

#### Article 14.4- Valeurs limites des rejets de la chaudière 5

La durée maximale de fonctionnement au fioul domestique reste inférieure à 1 500 h/an.

	Combustible	Concentration maximale (mg/ Nm <sup>3</sup> )
SO <sub>2</sub>	Gaz naturel Fioul domestique	30 170
NO <sub>x</sub>	Gaz naturel Fioul domestique	100 150
Poussières	Gaz naturel Fioul domestique	5 30
CO	Gaz naturel Fioul domestique	30 50
HAP <sup>1</sup>	Gaz naturel Fioul domestique	0,1
COVNM	Gaz naturel Fioul domestique	50
Cd+Hg+Tl et leurs composés	Gaz naturel Fioul domestique	/ 0,1
Cd ou Hg ou Tl	Gaz naturel Fioul domestique	/ 0,05 par métal
As+Se+Te et leurs composés	Gaz naturel  Fioul domestique	/ 1
Pb et ses composés	Gaz naturel	/ 1

	Fioul domestique	1
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V +Zn et leurs composés	Gaz naturel	/
	Fioul domestique	5

1 : Benzo (a) anthracène ; Benzo (k) fluoranthène ; Benzo (b) fluoranthène ; Benzo (a) pyrène ; Dibenzo (a, h) anthracène ; Benzo (g, h, i) pérylène ; Indéno (1, 2, 3 - c, d) pyrène ; fluoranthène

#### Article 14.5- Valeurs limites des rejets de la chaudière 4

	Paramètres	Concentration maximale (mg/Nm <sup>3</sup> )
SO <sub>2</sub>	Gaz naturel	/
NOx	Gaz naturel	100
Poussières	Gaz naturel	/
CO	Gaz naturel	100
HAP <sup>1</sup>	Gaz naturel	/
COVNM	Gaz naturel	/
Cd+Hg+Tl et leurs composés	Gaz naturel	/

Cd ou Hg ou Tl	Gaz naturel	/
As +Se+Te et leurs composés	Gaz naturel	/
Pb et ses composés	Gaz naturel	/
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V +Zn et leurs composés	Gaz naturel	/

1 : Benzo (a) anthracène ; Benzo (k) fluoranthène ; Benzo (b) fluoranthène ; Benzo (a) pyrène ; Dibenzo (a, h) anthracène ; Benzo (g, h, i) pérylène ; Indéno (1, 2, 3 - c, d) pyrène ; fluoranthène.

#### Constats :

Les mesures annuelles réalisées en 2024 et 2025 portent sur l'ensemble des chaudières du site et mettent en évidence des dépassements des valeurs limites d'émission:

- dépassement en NOx pour la chaudière n°3 en 2024 à 127 pour 120 mg/ Nm<sup>3</sup>
- dépassement en NOx pour la chaudière n°1 en 2025 à 105,7 pour 100 mg/Nm<sup>3</sup>.

L'exploitant a procédé à chaque fois à une reprise des réglages des chaudières concernées et indique que, pour autant, la surveillance en continu réalisée en parallèle n'a pas montré des dépassements du paramètre NOx.

La nouvelle mesure réalisé en 2025 montre bien un retour à la normale pour la chaudière n°3.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de vérifier le calibrage de ces moyen d'analyse en continu et procéder au besoin à un recalibrage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Livret de chaufferie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 41.9.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Livret de chaufferie

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un livret de chaufferie contenant au moins les renseignements suivants :

- nom et adresse de la chaufferie, du propriétaire de l'installation, et de l'exploitant de

<ul style="list-style-type: none"> <li>l'installation ;</li> <li>caractéristiques du local de chaufferie, des installations de stockage des combustibles, des générateurs, de l'équipement de chauffe, caractéristiques des combustibles préconisés par le constructeur, l'évacuation des gaz de combustion, le traitement des eaux, désignation des appareils des feux et de contrôle, dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique ;</li> <li>conditions générales d'utilisation de la chaleur ;</li> <li>résultats des contrôles de la combustion et du fonctionnement des appareils de réglage des feux et de contrôle, visa des personnes ayant effectué ces contrôles, consignation des observations faites et des suites données ;</li> <li>grandes lignes du fonctionnement et incidents importants d'exploitation, notamment consommation annuelle de combustible ;</li> <li>indications relatives à la mise en place, au remplacement et à la réparation des appareils de réglage des feux et de contrôle. Indications des autres travaux d'entretien et opérations de nettoyage et de ramonage.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'examen du livret de chaufferie sur site lors de la visite n'appelle pas d'observation. Il comporte bien tous les éléments attendus, y compris les incidents d'exploitation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Bilan annuel**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées, avant le 30 avril de l'année suivante, un bilan annuel de la surveillance et des mesures prises ou réalisées relatives à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la surveillance des rejets atmosphériques (mesures en continu et mesures périodiques) ;</li> <li>la surveillance des rejets aqueux (mesures en continu et mesures périodiques) ;</li> <li>la surveillance des eaux souterraines et des sols le cas échéant ;</li> <li>l'utilisation rationnelle de l'énergie et aux émissions de gaz à effet de serre ;</li> <li>la surveillance environnementale ;</li> <li>la gestion des déchets ;</li> <li>la formation du personnel ;</li> <li>la gestion des stockages ;</li> <li>l'entretien et maintenance des installations.</li> </ul> <p>Par ailleurs, ce bilan fournit explicitement le nombre d'heures de fonctionnement de chaque chaudière sur la période considérée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bilan annuel 2024 a été transmis le 14 avril 2025:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La chaudière 3 n'est pas conforme sur les rejets en NOx lors de la mesure annuelle (cf constat n°5)</li> </ul>

- Les contrôles AST et QAL 2 n'ont pas pu être réalisés pour la chaudière n°2 et la cogénération car les équipements étaient non disponibles. Le contrôle a été reconduit en 2025. Il est à noter que la cogénération a depuis été démantelée.
- De nouveaux étalonnages sont à réaliser suite aux contrôles AST sur les chaudières 1 (sur NOx et SO2) et 5 (sur CO) suite aux écarts relevés.
- La mesure des rejets aqueux est non réalisée en 2024 suite à une défaillance du prestataire. Sa programmation est prévue en avril 2025.

L'inspection observe, à propos du bilan 2024 que, s'agissant des vitesses d'éjection mesurées lors du contrôle des rejets atmosphériques opérés du 1er au 11 mars 2024, les valeurs limites ne sont applicables que pour des installations fonctionnant à 100% de leur puissance nominale, ce qui n'a été le cas pour aucune des chaudières pendant les tests : le taux de charge variait de 5 à 80%. Aucun avis de conformité n'a donc été émis sur ces paramètres. Les vitesses indicatives relevées, en lien avec les taux de charge limités, sont au maximum de 5,7 m/s pour une valeur limite à 8 m/s à 100% de charge.

En l'état, il n'est pas possible de statuer sur la conformité des vitesses d'éjection.

Le bilan annuel 2025 a été transmis le 19 février 2026 et met en évidence les points suivants:

- contrôles AST et QAL 2 : suite aux contrôles AST sur les chaudières 1,2,3 et 5, , un nouvel étalonnage est demandé pour les 2 et 5 et un nettoyage du conduit recommandé pour la 3. Un contrôle complet QAL 2 de l'intégralité des installations sera réalisé dans les 6 mois après mise en service de la baie d'analyse prévue pour juin 2026, soit pour fin 2026.
- réalisation du contrôle annuel des rejets aqueux le 30/09/2025 avec des résultats conformes.
- Mesures en continu : l'ancienne baie d'analyse a été démantelée et remplacée en octobre 2025 du fait de l'obsolescence du matériel. Cette information a bien été communiquée à l'inspection des installations classées préalablement. Actuellement, seules les chaudières 1 et 3 sont raccordées au système de surveillance continue. La chaudière n°5 est suivie via des tickets de combustion réalisés régulièrement avant son raccordement à la baie à la fin des travaux en cours. La nouvelle chaudière n°4 sera également intégrée dans ce système.

L'inspection observe, à propos du bilan 2025, que :

- la liste des équipements est à mettre en cohérence avec l'arrêté préfectoral complémentaire du 07 novembre 2025 (suppression de la turbine et remplacement par une chaudière 4).
- des dépassements du nombre d'heures de fonctionnement sont constatés pour la chaudière 5 en FOD (3922 h pour 1500 h/an), la chaudière n°2 en GN (4450 h pour 500 h). L'exploitant indique avoir eu des difficultés et des retards sur les travaux en cours de démantèlement de la cogénération et le remplacement par une chaudière , tout en devant répondre aux besoins en chauffage urbain. Or la nouvelle chaudière devait être mise en service en octobre 2025, reportée à novembre 2026. L'utilisation des chaudières n°2 et n°5 a permis d'y répondre.
- il y a une erreur dans le bilan par rapport précédant de 2024 : il s'agit de la chaudière 1 en dépassement sur les NOx (105,73 pour 100) et non la 2.
- Mesures en continu : aucune information ne figure pour la chaudière n°2. L'exploitant indique qu'elle n'est pas intégrée dans la baie d'analyse au vu du faible nombre d'heures de fonctionnement prévues ( 500 h/an en GN et 500 h/an en FOD). Par contre, elle fait l'objet d'un autocontrôle sur 24 heures avec établissement de ticket de combustion.
- Tout comme en 2024, les mesures faites du 3 au 27 mars 2025 ne donnent que des valeurs

indicatives sur les vitesses d'éjection au vu des taux de charge tous inférieurs à 100%. Elles ne permettent donc pas un positionnement sur la conformité des vitesses d'éjection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit apporter à l'inspection sous un délai maximal de 2 mois la justification de la conformité des vitesses d'éjection des différentes chaudières, que ce soit par extrapolation ou tout autre méthode permettant d'y répondre.

Par ailleurs, une réponse aux autres observations formulées est attendue sous ce même délai de 2 mois. Entre autre point, un positionnement est attendu sur les heures de fonctionnement des installations de janvier à avril 2026 et en prévision sur le démarrage de la nouvelle saison de chauffe 2026/2027 au regard des heures de fonctionnement fixées par l'arrêté complémentaire 2025-0146 du 7 novembre 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois